

1^{er} Novembre 1954... 1 h. du matin... Premier jour de la Révolution algérienne

Dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 1954 éclatent les premiers coups de feu et les premières bombes d'une guerre qui entre cette semaine dans sa septième année. L'opinion française et internationale est surprise par l'événement dans lequel les plus lucides discernent plus un avertissement que le début d'une lutte décisive.

Pourtant, ce qui a commencé le 1^{er} novembre 1954 à 1 heure du matin, c'est non seulement une nouvelle guerre coloniale interminable, une nouvelle « guerre de 7 ans » comme celle d'Indochine, mais aussi une des épreuves les plus redoutables pour le peuple français, les forces démocratiques, socialistes et ouvrières en France ; une épreuve dont nous ne sommes pas encore sortis et dont l'issue déterminera l'histoire de la France pour des années.

Aussi est-il indispensable, en ce 7^e anniversaire d'une guerre qui a déjà fait des centaines de milliers de victimes algériennes, qui a détruit la Démocratie en France et placé le pays sous la menace de la dictature militaire, de revenir sur ce qui s'est passé en Algérie le 1^{er} novembre 1954.



Belkacem Krim, Ferhat Abbas et Ben Tobbal : « Les événements que la France prétend empêcher, en réalité elle en accélère le cours, car chez les peuples évolués, on transforme les revendications en révoltes. »

(Photo « A.F.P. »)

LES attentats de la nuit du 1^{er} novembre 1954 ont été déclenchés en différents points du territoire, mais surtout dans le département de Constantine et dans le massif des

Aurès. Il apparaît très rapidement que cette dernière région montagneuse située aux confins du désert est en état d'insurrection. Le 15 novembre, l'aviation militaire lance 50.000 tracts sur les Aurès.

APPEL A LA POPULATION MUSULMANE.

Des agitateurs, parmi lesquels des étrangers, ont provoqué dans notre pays des troubles sanglants et se sont installés notamment dans votre région. Ils vivent sur vos propres ressources. Ils vous rançonnent et s'efforcent d'entraîner les hommes de vos foyers dans une criminelle aventure... Musulmans ! Vous ne les suivrez pas et vous rallierez immédiatement, et avant le dimanche 21 novembre, à 18 heures, les zones de sécurité avec vos familles et vos biens. L'emplacement de ces zones de sécurité vous sera indiqué par les troupes françaises stationnées dans votre région et par les autorités administratives des douars. Hommes qui vous êtes engagés sans réfléchir, si vous n'avez aucun crime à vous reprocher, rejoignez immédiatement les zones de sécurité avec vos armes et il ne vous sera fait aucun mal. Bientôt un malheur terrifiant s'abattra sur la tête des rebelles. Après quoi régnera à nouveau la

paix française ».

Il y a là, déjà, toute la guerre d'Algérie, la « pacification », les camps de regroupement, la destruction des mechtas et des douars...

Pourtant l'opinion française ne comprend pas ce qui se passe au début de novembre 1954. Le soulèvement a éclaté en dehors des partis nationalistes algériens, en dehors des leaders connus : il semble un mouvement « sauvage » sans avenir. Seuls quelques connaisseurs des réalités algériennes savent ce qu'il en est.

Les chefs de l'insurrection sont un groupe de militants qui ont formé dans les mois précédents le Comité révolutionnaire d'Unité d'Action (C.R.U.A.), qui devait donner naissance, quelque temps plus tard, au Front de Libération Nationale.

Ces militants sont au nombre de neuf : Moustapha **Ben Boulaïd**, Rabah **Bitat**, Larbi **Ben M'Hidi**, Mourad **Didouche**, Mohammed **Boudiaf**, Belkacem **Krim**, Ahmed **Ben Bella**, Mohamed **Khider**, Hocine **Aït Ahmed**. Un seul d'entre eux est encore en liberté aujourd'hui : Belkacem Krim. Les autres sont en prison ou morts, tués au combat, ou sous les tortures des paras, comme Larbi Ben M'Hidi. Ces neuf militants appartiennent tous depuis longtemps à « l'Organisation Spéciale » (O.S.), organisation clandestine et paramilitaire du M.T.L.D. Ils sont déjà soit dans le maquis comme Belkacem Krim, soit à l'étranger comme Ben Bella.

S'ils interviennent en novembre 1954 par l'action armée, c'est qu'ils ont conscience que toutes les autres voies sont bouchées pour le mouvement nationaliste.

Impasse du Mouvement Nationaliste

LES objectifs généraux du nationalisme algérien sont clairs depuis longtemps : né dans l'émigration prolétarienne en France autour de « l'Etoile Nord-Africaine » et de Messali Hadj, le nationalisme s'est considérablement renforcé pendant la deuxième guerre mondiale : après le « Manifeste » de Ferhat Abbas en 1943, la revendication d'un Etat algérien, l'existence d'une Nation algérienne font l'unanimité de la partie consciente du peuple algérien.

Mais, en revanche, les méthodes de lutte posent un problème grave au mouvement national. La vie politique intense qui, entre les années 1943 et 1947, passionna l'Algérie et lui procura de nouveaux espoirs avait donné la première place à l'action légale, à l'action électorale, à la propagande et à l'agitation ouvertes. A partir de 1948, le truquage systématique des élections, la répression policière contre les militants

nationalistes qui sont arrêtés, torturés et assassinés en dehors de toute légalité, enlèvent à cette action et à cette propagande légales tout débouché prévisible.

Le fait d'appartenir au M.T.L.D. est considéré comme une atteinte à la souveraineté française en vertu de l'article 80 du code pénal, article qui n'a jamais été ratifié par aucun Parlement et qui prévoit l'emprisonnement contre tous ceux qui se réclament du nationalisme algérien.

Aussi les militants les plus jeunes et les plus dynamiques se tournent vers l'action illégale et clandestine de l'Organisation Spéciale — Krim tient le maquis en Kabylie, Ben Boulaïd dans l'Aurès. En avril 1949, un groupe de choc commandé par Ben Bella attaque la recette principale de la poste d'Oran et s'empare de 3 millions de francs pour se procurer des armes.

La police de Naegelen riposte par des emprisonnements massifs. **On commence à connaître la « villa Susini »**, la « villa des oiseaux » d'où les prévenus ne sortent pour être remis au juge d'instruction qu'après des aveux spontanés.

Cette répression ne fait que radicaliser le mouvement nationaliste et l'amener à donner la priorité à la lutte armée sur la lutte légale.

La scène suivante, que raconte un des militants interviewés par Robert Davezies dans « **le Front** », marque bien l'impasse où était le nationalisme algérien avant l'insurrection : « Un responsable M.T.L.D. montait dans un village pour le marché, pour son travail politique. Il était arrêté en plein marché. Les fellahs disaient : « Ce n'est pas la méthode, ça. Voyez-le avec les menottes : il nous faut des armes. »

Un mouvement qui dénonce la légalité comme illégitime se place dans une situation ambiguë s'il s'acharne par ailleurs à respecter cette légalité. Il perd ainsi auprès des masses le seul bénéfice qu'une attitude d'intransigeance pouvait sans doute lui procurer.

Cette impasse apparaît clairement en Algérie à partir du moment où, en Tunisie comme au Maroc, l'action armée se développe. Les maquis qui se constituent en Tunisie non loin de la frontière algérienne, la formation de l'armée de Libération Marocaine sont autant d'exemples pour les Algériens. **Exemples d'action et aussi d'efficacité** puisque l'autonomie interne de la Tunisie est reconnue en juillet 1954.

Les divisions

L'urgence de l'action armée apparaît d'autant plus aux jeunes militants algériens que le mouvement national semble profondément divisé.

Division d'abord entre l'U.D.M.A. de Ferhat Abbas et le M.T.L.D. de Messali Hadj. L'union établie en janvier 1945 entre les deux formations dans « **le Mouvement des Amis du Manifeste et de la Liberté** » a été de courte durée.

- L'U.D.M.A. s'appuyait essentiellement sur des cadres intellectuels (professions libérales), des notables ou apparentés, des commerçants, des employés de bureau, des fonctionnaires. L'U.D.M.A. s'était cantonnée dans l'action légale, mais les déceptions provoquées par le truquage électoral et la répression systématique engendrent dans ses rangs une interrogation sur les méthodes de combat.

- Le M.T.L.D., enraciné dans les masses citadines, a formé l'essentiel des cadres du mouvement nationaliste algérien. Son esprit combatif, révolutionnaire en a fait le noyau de la révolution algérienne d'aujourd'hui. Mais le M.T.L.D. a longtemps souffert du verbalisme de ses dirigeants qui masquait l'impuissance à sortir de l'action légale. Surtout en 1954, il est profondément déchiré en deux tendances : celle du leader Messali Hadj, celle du Comité Central. Des luttes confuses de personnes opposent les partisans de Messali Hadj et ceux du Comité Central : les premiers accusent les seconds de réformisme, parce qu'ils ont accepté de s'engager dans la tentative « libérale » et. « néocolonialiste » du maire d'Alger, Jacques Chevallier. Les seconds reprochent au vieux leader son autoritarisme croissant et son verbalisme révolutionnariste.

- Le groupe des neuf militants du Comité Révolutionnaire d'Unité d'Action a d'abord essayé la conciliation entre les deux tendances; bien vite, il recherche une autre voie, une autre méthode d'action. Alors que les journaux colonialistes d'Algérie se réjouissent de la scission du M.T.L.D., le C.R.U.A. constitue son réseau, ses cellules autonomes.

L'action traditionnelle des partis nationalistes dans les masses citadines ne débouchant pas ou tournant en rond, c'est vers les masses rurales, au milieu desquelles se sont constitués les premiers maquis de l'O.S. que se tourne le C.R.U.A.

L'Algérie et la France

DANS quelle mesure les membres du C.R.U.A. ont-ils tenu compte dans leur décision d'insurrection, de l'opinion française et de son évolution ?

Certainement pas à la manière de l'U.D.M.A. ou du Parti communiste algérien. Pour des raisons différentes, les amis de Ferhat Abbas et les communistes algériens ont trop compté, dans les vingt ans qui précèdent l'insurrection, sur la

volonté émancipatrice de la gauche française à l'égard de l'Algérie. Ferhat Abbas s'est sans cesse appuyé dans ses discours, ses articles, sur les traditions démocratiques et émancipatrices de la France; il faudra le 6 février et l'attitude de Guy Mollet et de Lacoste pour ruiner en lui les dernières illusions. Le P.C.A., de son côté, s'est isolé du mouvement nationaliste malgré le courage de ses militants, parce qu'il a, trop longtemps, combattu davantage l'impérialisme américain que l'impérialisme français (dans les premiers congrès mondiaux du Mouvement de la Paix, les nationalistes algériens sont un peu considérés comme des gêneurs qui ne jugent les événements internationaux qu'en fonction de leurs propres problèmes), parce qu'aussi, comme l'a écrit A.-P. Lentin, « **la volonté émancipatrice de la classe ouvrière et des forces progressistes françaises est peut-être une condition nécessaire, mais certainement pas suffisante de la libération de l'Algérie et que c'est l'action du peuple algérien lui-même qui constitue le facteur décisif** ».

Les hommes du C.R.U.A. ont retenu l'exemple des pays d'Afrique et d'Asie en lutte pour leur libération. Après l'indépendance de l'Inde, la révolution chinoise et l'indépendance indonésienne, après la guerre d'Indochine, l'Égypte achève de se libérer des séqueles de la domination britannique, et son évolution depuis 1952 a un retentissement énorme dans tout le monde musulman. Cependant, comptant essentiellement sur l'énergie de leur propre peuple, ils ont pu estimer aussi que l'évolution de la politique française était favorable à une solution rapide du problème algérien.

Le gouvernement Mendès-France vient de signer, à la fin de juillet, la paix en Indochine et de tirer parti du désarroi de la droite pour promettre solennellement l'autonomie interne à la Tunisie. L'opinion française semble en grande majorité approuver Pierre Mendès-France lorsqu'il écrit à Laniel au début de mai 1954 :

« On ferme délibérément les yeux sur l'existence, — partout dans le monde et principalement chez les peuples auxquels nous avons insufflé le goût de la liberté —, de profonds courants nationaux. On pallie la faiblesse des constructions politiques par la violence policière la plus oppressive, la plus odieuse, la plus opposée aux traditions libérales qui nous ont fait aimer dans le monde. Mais les événements que la France prétend empêcher ou retarder, en réalité elle en accélère le cours, car chez les peuples évolués on transforme les revendications en révoltes. Et pour ce qui est des masses jusqu'alors indifférentes aux malaises de la nation et aux conflits de caractère national, on les pousse à prendre parti. »

Comment se fait-il alors que le gouvernement

Mendès-France n'ait pu tirer les conséquences pour l'Algérie de ce que son chef écrivait quelques mois plus tôt ?

Comment la France a-t-elle pu s'engager dans une guerre interminable qui va rapidement mettre en jeu les fondements même de sa vie politique et sociale ?

Il y a des raisons de circonstance :

— C'est un parlement de droite qui a appelé Pierre Mendès-France pour liquider la guerre d'Indochine et l'affaire de la CED. et non pas une majorité de gauche.

— En novembre 1954, l'opinion française a les yeux tournés vers le problème du réarmement allemand : c'est là-dessus que se déterminent les alliances. Les communistes, comme une bonne partie de la gauche, non communiste, n'approuvent pas la signature des Accords de Londres et de Paris dont ils redoutent les conséquences qu'on a vues, depuis, se développer : par là même, le gouvernement Mendès-France devient beaucoup plus vulnérable aux coups de la droite qui le soupçonne de vouloir appliquer en Algérie une politique libérale. Le ministre de l'Intérieur François Mitterrand répète que « l'Algérie, c'est la France » et dissout le M.T.L.D. dont on arrête des centaines de militants qui n'ont en rien participé au déclenchement de l'insurrection.

Le gouvernement achève de dresser la gauche contre lui, sans trouver grâce auprès de la droite.

Mais il y a des raisons plus profondes qui expliquent l'ampleur des difficultés que va susciter le problème algérien et la mise en cause profonde de la gauche française qu'il va provoquer. Le problème algérien met en cause le régime français lui-même parce que **l'insurrection algérienne est en réalité une révolution.**

La Révolution Algérienne

Comme l'écrit Pierre Belleville dans le dernier numéro de « *Perspectives Socialistes* » (1) consacré à l'Algérie :

« L'Algérie en 1954 est la clef de voûte de ce qui reste de l'Union française : l'indépendance de l'Algérie, c'est l'indépendance de tous les peuples d'Afrique. L'Algérie tient une place décisive dans les rapports économiques de la métropole avec l'outre-mer. Son indépendance suppose une reconversion des structures économiques françaises, la rupture au moins avec les structures archaïques du pays. Enfin un million d'Européens vivent en Algérie, solidaires, dans la défense de leurs privilèges, des principaux requins du régime

colonial. Accepter l'indépendance, c'est déclarer la guerre à tous les profiteurs du régime colonial et à tous ceux qui se trouvent liés à eux en métropole. Enfin, la quasi-inexistence en Algérie de cadres féodaux ou bourgeois laisse supposer que l'Algérie indépendante ira, socialement, beaucoup plus loin que la Tunisie ou le Maroc : le capitalisme métropolitain ne disposera d'aucun appui social indigène pour garantir la poursuite de l'exploitation économique dans le cadre du nouveau régime politique. C'est pourquoi le grand capital, soucieux de préparer une reconversion du système colonial ne peut envisager de solution en Algérie qu'à longue haleine, après la formation d'une « élite indigène ».



Ce sont aujourd'hui les masses rurales, leurs complicités, leurs cadres populaires qui permettent au nationalisme d'accéder à une sorte d'unanimité.

(Photo Yann Le Masson)

De 1954 à aujourd'hui, toutes les tentatives faites pour résoudre le problème algérien se sont heurtées à ce fait fondamental :

« L'Algérie algérienne » du général De Gaulle n'est que le dernier avatar de cette recherche incessante depuis 1954 de la « troisième force » et de la prétendue lutte sur les deux fronts contre les ultra-colonialistes et les « ultra » du

F.L.N., dans un faux équilibre sous lequel on masque une politique impossible.

Ce qu'on ne comprend pas en France, y compris à gauche, en 1954, c'est que la situation algérienne est révolutionnaire. Les contradictions de la société algérienne se sont aggravées brutalement depuis 1945 : croissance accélérée de la population musulmane, concentration de la propriété rurale, et par là même accroissement d'une masse rurale sans terres et sans travail. L'immigration vers la France ne suffit pas à réduire le problème du chômage. A la campagne, les 2/3 des hommes chôment et vont vers les villes (la population musulmane urbaine augmente de 50 % entre 1948 et 1954). Dans le même temps, comme le montre Georges Servet dans « Perspectives socialistes », les Européens parviennent à un véritable monopole des emplois qualifiés qui accentue encore la pression de la main-d'œuvre musulmane.

Une Révolution paysanne

Cependant cette situation révolutionnaire est mal connue en France, dans la gauche elle-même, parce qu'elle est essentiellement le fait des masses rurales ou des masses très récemment transplantées dans le bidonville et qu'elle n'est pas encore assumée en 1954 par les partis nationalistes traditionnels. **Le C.R.U.A., au contraire, va libérer les énergies de ces masses rurales.**

« Comme trente ans auparavant, l'intervention des masses citadines dans la vie politique avait rendu possible le réveil du nationalisme, ce sont aujourd'hui les masses rurales, leurs complicités, leurs cadres populaires, qui permettent à ce nationalisme de gagner un nouvel espace, d'échapper à la règle exclusive de tel ou tel parti pour accéder à une sorte d'unanimité nationale sous l'impulsion du F.L.N. (Mostefa Lacheraf).

L'insurrection en effet prend naissance en Kabylie et dans les Aurès, mettant en mouvement pour la première fois depuis la révolte de 1871 les masses rurales. Le contact est ainsi rétabli entre un mouvement nationaliste, — d'abord implanté dans les villes et l'émigration —, et les régions rurales qui avaient été le centre essentiel de la résistance patriotique à la conquête de 1830 à 1871.

Ainsi se trouvent de nouveau vérifiées en Algérie les conditions de la plupart des grandes luttes nationales des peuples d'Asie et d'Afrique pour leur indépendance.

Ce rôle joué par les masses rurales dérouté souvent la gauche française qui est portée parfois à en déduire un caractère traditionaliste du F.L.N.

qu'on oppose à un M.N.A. qui serait plus prolétarisé.

D'autres, comme Guy Mollet, Robert Lacoste ou J. Soustelle accusent le F.L.N. « d'arabisme antioccidental » et antilaïque. **Quant au général De Gaulle, il a tendance à considérer l'insurrection comme une révolte semblable à celle de Kabylie en 1871 dont on triomphe en accordant généreusement le pardon aux « braves » des DJEBELS.**

C'est méconnaître la profonde transformation qui s'est opérée avant, et depuis 1954, dans les masses rurales algériennes. Comme l'a écrit Germaine Tillion : **« L'Algérie musulmane se trouve au confluent de deux promotions; d'abord une élite intellectuelle qui pour une part déterminante est directement issue du prolétariat, ensuite des centaines de milliers d'hommes nés paysans qui ont reçu la formation vécue de l'Europe. »**

Les paysans algériens ont déjà commencé la révolution culturelle nécessaire pour faire entrer l'Algérie dans la civilisation technique. Jusqu'en 1954, cette civilisation était pour eux liée au colonisateur et à l'opresseur. Depuis 1954, prenant conscience d'eux-mêmes et de leurs moyens de révolte, ils n'hésitent pas à évoluer rapidement : alors qu'avant l'insurrection le garde-forestier est pour eux le symbole même de l'exploitation coloniale, ils réclament aujourd'hui dans les zones tenues par l'A.L.N., que l'on nomme des gardes-forestiers. Surtout le changement est rapide et total en ce qui concerne la place de la femme dans la société, et cela est lié aux nécessités même de la lutte.

Telle est la signification réelle des événements du 1^{er} novembre 1954. Paul Thibaud les a ainsi excellemment résumés dans un article consacré au F.L.N. dans « Perspectives socialistes » :

- « Une révolte organisée par les cadres de l'O.S., pour la plupart liés aux paysans. Ces cadres sont le plus souvent issus de la petite bourgeoisie musulmane (sous-officiers, employés de l'administration).

- « Un front national rassemblant toutes les tendances patriotiques algériennes.

- « Une révolution sociale surtout paysanne, qui se déclenche en raison même des méthodes de lutte employées. »

J. VERLHAC

(1) PERSPECTIVES SOCIALISTES (août-septembre) ;
LA GUERRE DE 7 ANS.

- Deux années d'Algérie algérienne, par L. GUERY.
- Ce qu'est le F.L.N., par Paul THIBAUD.
- « Pour une politique des « Français d'Algérie », par G. SERVET.
- L'armée après six ans de guerre, par P. CARPENTIER.
- L'économie algérienne peut-elle être sauvée : le Plan de Constantine, par M. RUNGIS.
- La jeunesse et la guerre d'Algérie, par P. BARBIER.
- La guerre la gauche, par P. BELLEVILLE.